

Genève, le 14 décembre 2021

Communiqué de presse

Budget cantonal : Une droite dogmatique et pyromane refuse le budget

En pleine crise sanitaire, sociale et climatique, la droite patronale prive l'Etat des moyens d'y répondre et bloque la création d'emplois. Irresponsable.

Austérité

Le refus du budget 2022 du Canton démontre une fois de plus la volonté de la majorité de droite patronale d'affaiblir les prestations publiques à la population. Les conditions de la droite pour le voter étaient 1) 0 nouveau poste – donc échanger les 315 postes créés par le budget (365, mais avec 50 postes du dispositif COVID supprimés, alors que la 5^e vague déferle sur le canton) par autant de postes supprimés ailleurs (sans dire où) –, 2) couper 12 millions dans les frais de fonctionnement (nettoyage des bâtiments, etc.), et 3) une cible politique : supprimer la subvention de 50'000 francs au Rassemblement pour une politique sociale du logement, qui défend des conditions de logement accessibles aux moins bien lotis.

Punition collective

Les 360 nouveaux postes au budget répondaient avant tout à l'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles (+100), pour l'enseignement spécialisé (p ex. +24 pour le sinistré Foyer de Nancy), pour la détention (+51), pour l'OCSIN (sécurité numérique et projets numériques votés, +23), pour la mobilité cantonale (+18), et l'OCPM (+9), où le retard sur les dossiers dépasse 6 mois. Mais également +3,5 pour le service des bourses d'études (3 mois de retard sur les dossiers de demandes de bourses). Pour les subventions, le budget prévoyait notamment 88 mios d'augmentation pour l'aide sociale, les subsides aux assuré-e-s modestes, les personnes handicapées, les RMNA, le logement social, 28 mios pour la santé (HUG, IMAD, EMS) et 8 mios pour les TPG. C'est la population qui fera donc les frais du refus de ces postes. Une véritable punition collective infligée par les riches du canton, que représente le PLR.

RFFA et pandémie

Le déficit de 300 mios n'était toutefois pas dû aux postes nouveaux, mais à deux autres causes claires: la pandémie, avec 180 millions de coûts, évidemment exceptionnels ; et la RFFA, la baisse de la fiscalité pour les grosses entreprises et les actionnaires, causant une perte pour 2022 de 260 à 360 millions ! Autrement dit : sans la RFFA, pas de déficit ; sans le COVID, des bénéfices au rendez-vous malgré les nouveaux postes. Ce qui est logique : on vit une crise sociale et sanitaire, mais pas une crise économique : le PIB est évalué à +7% sur deux ans (2021-2022). Si

l'hôtellerie, l'aéroport et l'événementiel souffrent, le négoce et la finance font des résultats excellents, l'horlogerie et la chimie croissent.

Riches privilégié-es

Au-delà des postes, les mesures prévues au budget par le Conseil d'Etat étaient également de droite : s'en prendre aux retraites du personnel (hausse de la part des cotisations à charge des salarié-e-s, projets refusés par le Grand Conseil, heureusement), et ne pas indexer les salaires, malgré 1% de perte de pouvoir d'achat. Il n'a cherché aucune recette nouvelle.

Au final donc, sans budget, la population trinque : les prestations publiques vont souffrir encore plus ; les riches gardent au chaud les bénéfices des baisses fiscales et de la croissance ; et la fonction publique et subventionnée travaillera dans des conditions toujours plus difficiles.

Face à ce jusque-boutisme libéral, le syndicat continuera son combat pour refuser tout nouveau cadeau fiscal aux plus riches, en exigeant d'eux-elles au contraire une plus grande contribution au partage des richesses, et en construisant une indispensable mobilisation syndicale.

Pour le SIT,
Clara Barrelet, Alice Lefrançois,
Sandra Froidevaux, Jean-Luc Ferrière